

# Paris, cette semaine



1975. C'est la société libérale avancée. On crie « Franco assassin » entre la République et la Bastille. Sur les Champs-Élysées, on pille.

# Paris : les casseurs des Champs-Élysées

Cent vingt-huit vitrines défoncées sur les Champs-Élysées. Ce sont des groupes de guérilla urbaine : cinq cents personnes entraînées et armées, affirme le ministère de l'Intérieur. Oui, mais d'où sortent-ils ?

Lundi matin, le quartier des Champs-Élysées avait l'air rafistolé au sparadrap. Des palissades de bois clair cachaient les 128 vitrines éborgnées pendant la nuit du 27 au 28 septembre. En fin de soirée, la manifestation organisée par la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen pour protester contre les exécutions de Madrid avait brusquement tourné à l'émeute.

Il est 19 heures, quand, avenue George-V, des groupes armés de barres de fer tentent par deux fois d'attaquer l'ambassade d'Espagne. La chaussée s'éventre, des pavés partent en pluie sur les pare-chocs des voitures ou dans les devantures des magasins. Les planches des chantiers s'enflamment çà et là. Les policiers résistent par des tirs nourris de grenades lacrymogènes. Dans une fumée bleutée, la foule du samedi soir prend des allures de fantômes grotesques : les badauds, stupéfaits, virevoltent, bousculés par des individus masqués, habillés de cuir, la silhouette difforme sous leurs casques obèses de motards.

## Boucles d'oreilles

Rapides, le dos courbé sous un sac plein de cocktails Molotov ou de bouillons, ils chargent, cassent, puis s'éparpillent parmi les touristes. Des banques, des commerces, des cabines téléphoniques sont ravagés. Vers 21 heures, une bombe explose dans le centre d'exposition Chrysler France et blesse dix personnes qui faisaient queue devant un cinéma. Ce n'est que vers 3 heures du matin que les combattants jettent casques et barres de fer avant de s'enfuir.

Après cette nuit folle, tout le monde s'interroge : un nouveau terrorisme est-il né en France ? Qui étaient ces casseurs ? N'étaient-ils que des petits loulous du samedi soir ou bien font-ils partie de groupes organisés ?

Il est certain que ces événements éclatent dans une atmosphère de violence exacerbée. Partout, les spécialistes soulignent la multiplication des actes de vandalisme qui accompagnent les moindres cambriolages. « Il n'est pas rare, explique un policier, de voir des voleurs réduire en miettes le mobilier d'un appartement où ils n'ont pas trouvé assez de choses précieuses. »

La propriétaire de la bijouterie Burma, encore tremblante d'émotion après avoir assisté à la mise à sac de son magasin, est persuadée d'avoir eu affaire à des bandits. « On m'en a volé pour 100 millions », gémit-elle. Ses vendeurs racontent comment des hommes masqués se sont rués sur les bagues et les boucles d'oreilles. « Ils s'en mettaient plein les poches, dit une petite blonde. Où est la politique là-dedans ? » Quand même, la plupart des édifices attaqués étaient ce que certains nomment des « symboles du capitalisme ».

Les services des Renseignements généraux restent perplexes. A force de visionner le film qu'ils ont pris sur le vif dans la nuit d'émeute, ils affirment pouvoir distinguer de véritables groupes de combat.

Tous les partis politiques ont blâmé les pillages des Champs-Élysées. M. François Mitterrand a même parlé d'« actes imbéciles et coupables ».

Les gauchistes aussi tiennent à se démarquer et à désapprouver la casse. Lutte ouvrière, Révolution et la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine affirment avoir appelé à la dispersion avant le début des hostilités. « Notre jugement politique sur ces événements est très clair, explique M. Krivine, du ton d'un professeur navré, nous sommes contre. Car ils donnent au gouvernement la possibilité de justifier n'importe quelle mesure.



Cette violence est l'expression de la révolte d'une certaine jeunesse inorganisée, sans perspectives politiques. »

## « Drôles de citoyens »

Barricadés derrière une double porte blindée dans leur local de l'impasse Guéménée, près de la place de la Bastille, les amis trotskistes de Krivine contrôlent soigneusement toutes les entrées, mais nient l'existence de groupes révolutionnaires ultra-gauchistes. Leur prudence n'est qu'une simple mesure de sécurité pour se protéger contre les commandos d'extrême droite, disent-ils.

Les policiers, pourtant, n'en croient pas un mot. « Ne me racontez pas d'histoires, dit de façon un peu comique un agent du commissariat du VIII<sup>e</sup> ar-



Des manifestants devant l'ambassade d'Espagne. Photo Cartier-Bresson.

rondissement, ces bandits-là, quand même, c'est de drôles de citoyens. »

Il est certain que, parmi les 57 personnes mises à la disposition de la police judiciaire, il n'y avait pas un seul militant politique. « Mais pas beaucoup non plus de voyous fichés dans nos services, réplique le commissaire principal Joseph Simon, secrétaire parisien du Syndicat des commissaires de police. Je ne fais pas de roman. Les casseurs des Champs-Élysées étaient entraînés à la guérilla urbaine, j'en donnerais ma main au feu. Ces groupes chargent « à la japonaise », c'est-à-dire au coude à coude, l'arme à la main. »

Il s'agirait de petites bandes autonomes de dix à quinze personnes, à qui la mobilité permet d'échapper à la police. « Le soir du 27 septembre, as-

sure le commissaire Simon, leur objectif était clair : investir l'ambassade d'Espagne. Et je suis persuadé que la plupart des bris de vitrines et d'autres méfaits n'étaient qu'autant d'opérations de diversion destinées à attirer nos troupes. »

#### Sacco et Vanzetti

L'apparente impuissance des forces de police n'aurait finalement été que la conséquence d'un choix : empêcher la mise à sac de l'ambassade d'Espagne ou protéger les magasins et propriétés privées. « Les instructions étaient précises, dit M. Simon, il ne fallait en aucun cas dégarnir l'ambassade. » La Fédération C.g.t. des syndicats de police a d'ailleurs officiellement protesté

contre ce choix : « Le rôle de la police est de protéger la population, ce qui ne fut pas le cas les 27 et 28 septembre dernier. »

Le président de la Fédération des petites et moyennes entreprises de Paris, M. Guy Henninot, a, lui aussi, adressé un message au ministre de l'Intérieur en demandant « des dédommagements pour les préjudices subis par les commerçants de la capitale à la suite des manifestations antifranquistes ». Il y en a pour des millions de dégâts, M. Michel Poniatowski a promis des indemnités rapides.

Mais il a tenu à faire une mise en garde solennelle auprès des organisateurs des manifestations : « Autant des manifestations de caractère démocra-



→  
tique doivent pouvoir se dérouler librement, autant les pillages et les violences qui leur font suite sont absolument inadmissibles. »

Du côté des policiers, beaucoup songent déjà au décret-loi de novembre 1935 qui permet d'interdire certaines manifestations. « On aurait pu légalement empêcher que la manifestation se déroule dans le périmètre de l'ambassade d'Espagne, remarque le commissaire Simon. Si ce climat de violence s'installe, il y a des armes légales. »

Toucher si peu que ce soit au droit de manifester est toujours chose grave. Il vaudrait mieux tenter de cerner l'origine de ces bandes armées qui ont déferlé sur Paris. Il y a deux mois, déjà, à Grenoble, des centaines d'individus armés sont venus de Paris pour tenter d'empêcher la tenue d'une réunion de soutien à l'institution militaire. La police avait été prévenue et, comme aux Champs-Élysées, elle eut affaire à forte partie. Toujours la même tactique des petits groupes très rapides et déterminés.

Anarchistes du style Sacco et Vanzetti, désespérés de la violence comme ceux de la bande à Bonnot ou loubars décidés à tout mettre par terre ? Au ministère de l'Intérieur, on pense que ces noyaux de guérilla urbaine comptent environ cinq cents personnes. Ces groupes auraient des stocks d'armes qu'ils n'ont pas encore utilisés. « Il faut identifier ces gens-là, conclut le commissaire Simon, ils sont dangereux. »

LILIANE SICHLER ■

## Lisbonne : les fièvres portugaises

Portugal, a dit Franco, égale anarchie et chaos. La « nation sœur » est le seul pays du monde qui ait laissé détruire l'ambassade d'Espagne.

« La force des choses s'est imposée. » M. Mario Soares a cette bien belle et très optimiste formule pour présenter la nouvelle équipe gouvernementale du Portugal : une majorité formée de militaires modérés — ils préfèrent se dire « réalistes » — et de civils délégués par le Parti socialiste et le Parti populaire démocratique (centre gauche). Avec — otage ou caution ? —

un seul ministre appartenant au Parti communiste. Le reflet le plus fidèle de l'éventail politique tel qu'il se révélait au lendemain des élections du 25 avril.

Alors, enfin enterrée cette longue crise à épisodes qui n'en finissaient plus de rebondir tout au long de l'été ? Il ne suffit pas de l'espérer pour le croire : le Portugal restera pour longtemps encore malade, ou marqué, des fièvres de cet été brûlant de passions et de craintes. Fragile et incertain comme un rescapé pas tout à fait tiré d'affaire.

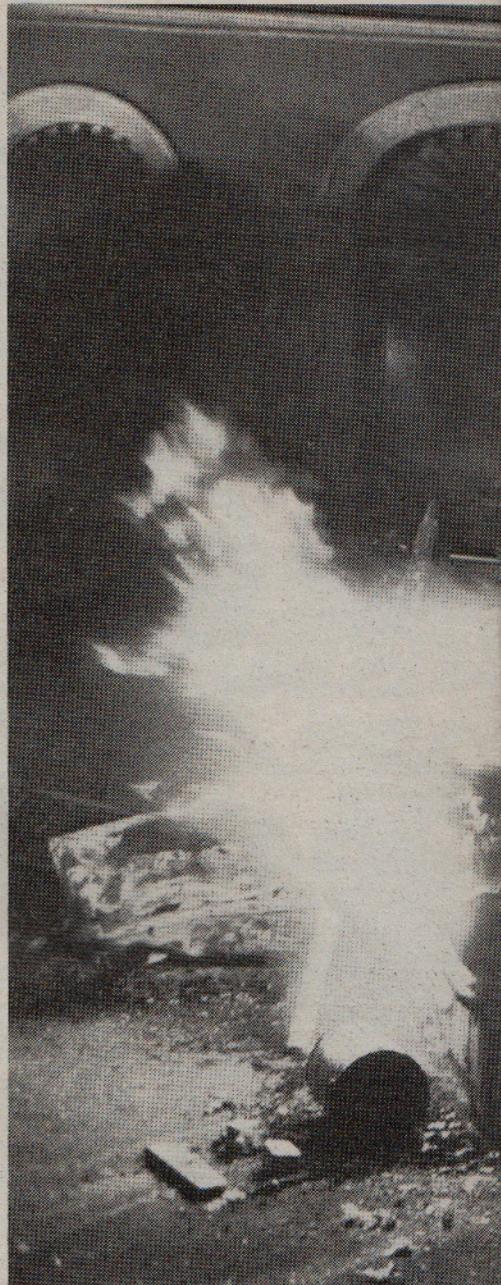
### Kermesse héroïque

Pendant près de trois mois, Lisbonne s'est donné à elle-même le spectacle assez rare, et en tout cas nouveau, pour un pays revenant de si loin, d'une intense et gigantesque kermesse héroïque. Mais certains des organisateurs de la fête, les communistes essentiellement, savaient conserver leur lucidité et ne perdaient pas de vue leur cap précis dans cette illusion lyrique qui a pu saisir et ravir certains novices en politique, comme le sont particulièrement, ici, les militaires.

Eteints, les lampions ; estompés, les flonflons fous ou discordants : il reste, comme dit un poète moderne, les terrifiants pépins de la réalité. Le Portugal, aujourd'hui, commence à en dresser l'inventaire. Il est lourd.

Une économie à la dérive : le contexte de la crise mondiale s'est aggravé, ici, tout particulièrement. Désordres sociaux, méfiance patronale, fuite des capitaux, désorganisation générale, désertion des touristes, diminution des envois de l'émigration, tout se conjugue. En un an, le Portugal a perdu plus du quart de ses réserves de devises — il ne lui en reste guère. Il ne peut désormais compter que sur son or pour assurer ses importations nécessaires, contenir une inflation qui s'établit à 14 % et éviter les restrictions. Les deux tiers des petites et moyennes entreprises du pays sont dans une situation critique. Elles emploient près de 600 000 ouvriers. Il y a plus de 300 000 personnes sans emploi. D'Angola, dans un mois, au moins autant de réfugiés seront rapatriés : ils viennent grossir les rangs des chômeurs. Et des mécontents.

Une Armée divisée : de l'aveu même du nouveau Premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo, le M.f.a. éclate ouvertement en quatre tendances, qui se partagent entre les gauchistes, les procommunistes, les modérés, la droite, enfin, de moins en moins timide. Chacun des clans compte des forces non négligeables, si bien qu'il a fallu, tout récemment, créer une nouvelle force d'intervention opérationnelle, plus ou moins substituée au Copcon, pour faire observer les consignes du nouveau gouvernement. Elle s'appuie essentiellement sur les régiments ayant conservé,



depuis un an, des traditions de discipline, jetées ailleurs aux orties au bénéfice d'idéologies nouvelles et révolutionnaires.

Mais les idées lancées, au cours des mois derniers, dans les mess et les corps de troupe ne cessent de fermenter. Alors même qu'ils se voyaient chassés de la scène politique, les éléments procommunistes de la V<sup>e</sup> division affirmaient ouvertement : « Maintenant, il faut nous préparer à un nouveau 25-Avril » — c'est-à-dire à un autre coup d'Etat. Et, depuis trois semaines, les soldats du Fuv (Front d'unité pour la victoire) manifestent régulièrement, malgré interdictions et menaces officielles. Face à ces débordements spectaculaires, la tentation est grande, pour les éléments de droite, de réagir à leur tour...

**« DES MANIFESTATIONS ONT DÉGÉNÉRÉ EN VIOLENCES GRATUITES »  
déclare M. Poniatowski**

PARIS. — « Des manifestations présentées par leurs organisations comme des moyens d'expression de leur légitime indignation ont dégénéré en violences gratuites contre les personnes et en actes de vandalisme et de pillage », a notamment déclaré, dimanche soir, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, dans une lettre adressée à M. Henninot, président de la Fédération de Paris des Petites et Moyennes Entreprises.

Le ministre de l'Intérieur répondait, par cette lettre, à un message de protestation que le président des P.M.E. de Paris lui avait adressé après les « préjudices subis par les commerçants de la capitale à la suite des manifestations antifranquistes », et dans lequel il demandait des dédommagements pour ces préjudices.

M. Poniatowski précise en outre que « cent vingt-sept interpellations ont été effectuées » et « cinquante-sept individus présentés au parquet. »

Le ministre d'Etat fait également savoir que les demandes d'indemnisation seront rapidement examinées.

« Autant des manifestations de caractère démocratique doivent pouvoir se dérouler librement, autant les pillages et les violences qui leur font suite sont absolument inadmissibles », ajoute M. Poniatowski.

« L'attention des organisateurs des manifestations », déclare le ministre, en conclusion, « va être attirée sur les responsabilités qu'ils encourent en suscitant des mouvements qu'ils ne sont pas en mesure de contrôler jusqu'à leur terme et qui dégénèrent. »

*L'Indépendant*  
29.09.75.

*L'Indépendant 1.10.1975.*

**TROIS MANIFESTANTS INTERPELLÉS SAMEDI  
SONT RELAXÉS**

PARIS. — La 23e Chambre correctionnelle de Paris a relaxé hier les trois jeunes gens qui lui avaient été déferés par le parquet sous la prévention de bris de clôture, à la suite des manifestations parisiennes anti-franquistes de samedi : Gilles Dupont, 21 ans, sans profession, Denis Boudet et Jamil Harbi, étudiants de 20 ans.

Une trentaine de garçons étaient arrivés samedi soir vers 22 h 30 rue d'Argenteuil et certains d'entre eux avaient brisé les vitrines de la banque de Bilbao et la banque marocaine « Chaabi ».

Les trois prévenus, ainsi qu'un mineur, avaient été appréhendés ensemble dix minutes environ après les faits, avenue de l'Opéra, par des policiers effectuant une ronde à la recherche des auteurs de cette opération. Ils portaient des vestes rouges et un gardien en faction devant l'Agence chilienne toute proche, seul témoin, avait signalé que les membres du groupe étaient vêtus soit de treillis verdâtres, soit de vestes rouges...

Dupont, Boudet et Harbi ont protesté de leur innocence en expliquant qu'ils revenaient certes de la manifestation des Champs-Élysées, mais qu'ils ne s'étaient nullement attaqués aux banques de la rue d'Argenteuil. Le tribunal a estimé, tout comme Me Foirien, défenseur, que les charges étaient insuffisantes étant donné que le gardien de la paix, témoin du bris de vitrines, s'est déclaré incapable de reconnaître physiquement les garçons qui

lui étaient présentés. C'est ce qu'il a dit hier à la barre, comme il l'avait déjà fait au cours de l'enquête.

**LE POLICIER BLESSÉ  
AU COURS DU HOLD-UP  
DE BARCELONE  
EST MORT**

BARCELONE. — Le policier espagnol qui avait été grièvement blessé lundi matin au cours d'un hold-up à l'hôpital francisco Franco de Barcelone est mort mardi, apprend-on de source officielle.

M. Diego Del Río Martín, qui appartenait au corps de la police armée, avait reçu cinq balles dans le corps et une dans la tête.

Un autre policier armé avait été blessé par les malfaiteurs — trois hommes et deux femmes — qui se sont emparés de la paye du personnel de l'hôpital s'élevant à 32 millions de pesetas (environ 2,5 millions de francs).

# Salvador Dali parle...

TOULOUSE. — Au cours d'une communication téléphonique exclusive avec le bureau de l'A.F.P.-Toulouse, Salvador Dali a répondu en ces termes aux questions qui lui étaient posées sur les réactions provoquées en Europe contre l'Espagne, à la suite des exécutions de samedi, en même temps qu'il livrait ses impressions sur la journée anniversaire de la prise du pouvoir du Caudillo :

« C'est le plus grand cadeau que l'on pouvait faire à notre généralissime Franco. Le succès qu'il vient d'avoir aujourd'hui avec la manifestation où plus de deux millions de personnes l'ont acclamé comme le héros le plus grand de l'Espagne (tout le peuple espagnol groupé autour de lui), ne lui serait jamais arrivé s'il n'y avait pas eu ces incidents. L'hostilité des pays étrangers l'a rajeuni de 30 ans en un seul instant.

— Il a rajeuni de 30 ans, à votre avis ?

— Absolument, c'est un être merveilleux, maintenant. Il a maintenant tout le peuple espagnol autour de lui, plus serré que jamais. Je ne sais pas si en France on donnera cela à la télévision. S'ils ont le courage de montrer à la télévision la manifestation qui a eu lieu aujourd'hui à Madrid, vous verrez que tous les étrangers seront instantanément cocus, cocus d'une façon ignominieuse. Cela prépare à l'avènement de la monarchie avec un succès colossal, et alors on verra que l'Espagne est l'unique pays où dans quelques mois il n'y aura plus de terrorisme, parce qu'ils vont être liquidés comme des rats.

## « Trois fois plus d'exécutions »

— Que pensez-vous des exécutions de samedi ?

— Il faudrait en faire trois fois plus. Enfin, ça suffit pour le moment. Regardez tout ce qui se passe dans le monde, le terrorisme et tout ça, et ce n'étaient pas tous des politiques, mais des brigands qui allaient tuer des gens dans les banques, ramasser l'argent dans les banques, c'étaient de véritables criminels de droit commun.

— Et la liberté ?

— Moi, je suis contre la liberté. Je suis pour la Sainte Inquisition (...). Je crois que pour l'Espagne ce dernier samedi a été magnifique.

L'Indépendant  
2 oct 1975